

« MÉLEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES, MAIS MÉLEZ-VOUS-EN »

SEIZE OUVRIERS de la petite ville québécoise d'Asbestos ont fait le rêve (des milliers d'autres ouvriers et employés le font aussi) d'installer leur famille dans un chez-soi bien à eux, entouré de fleurs, de gazon, de légumes, d'air, de lumière, d'espace...

Rêve utopique, irréalisable? Oui et non. Oui, si l'on se contente de le tourner et de le retourner dans son esprit paresseux, de pester contre la société ou d'attendre le bon vouloir des autorités fédérales, provinciales ou municipales. Non, si « se mêlant de ses affaires », l'on s'engage résolument sur la route souvent raboteuse qui mène au succès espéré.

Nos braves ouvriers choisirent la seconde méthode. Pendant six mois, ils étudièrent ferme. La loi nationale du logement, l'organisation d'une coopérative d'habitation, l'élaboration de plans de construction, etc., toutes choses hier encore compliquées et mystérieuses, se révélèrent à eux sous un nouveau jour, nourrissant leur désir et stimulant leur besoin d'action. Aide-toi et le ciel t'aidera. Le sérieux et la ténacité du groupe lui conquièrent de précieuses et actives sympathies: un professionnel social, heureux de mettre son instruction au service de ses frères ouvriers, la direction régionale des Caisses populaires, qui à l'heure de l'action épaula le projet de sa finance, la grande compagnie Johns-Manville, soucieuse de collaborer au bien-être de ses ouvriers, le Conseil supérieur de la Coopération de Québec, etc.

La mise en chantier s'est faite à l'automne; bientôt le rêve des seize ouvriers d'Asbestos sera réalité.

Quatre cents citoyens de la province de Saskatchewan s'embarquaient à Regina en janvier dernier pour une « marche sur Ottawa » de 2,000 milles. Ce départ était l'aboutissement d'une campagne d'éducation populaire de quatre mois, modèle du genre.

Voici quelle en avait été l'origine. Les fermiers de l'Ouest estimaient que leurs intérêts seraient gravement et injustement menacés si la fixation des prix exigée par la guerre s'étendait au blé avant que son prix n'ait atteint la parité moyenne de 1926-1929 avec les autres produits du marché.

Bien des représentations, y compris celles du gouvernement provincial, avaient été sans résultat. Le peuple décida de se « mêler lui-même » de son affaire. Vingt assemblées de masses furent tenues dans les grands centres. Dès la troisième, l'idée germa d'une délégation puissante qui porterait aux oreilles même des Ministres fédéraux les doléances populaires. Les assemblées se multiplièrent: 148 dans les localités moins importantes. Conférences. Élections de délégués. Pétition. En moins de trois mois, 185,000 signatures de fermiers auxquelles se mêlaient — intéressante manifestation de solidarité — celles de nombreux citadins, noircirent les formules de pétition et les gros sous versés bénévolement par les signataires faisaient \$40,000, de quoi défrayer le voyage à Ottawa de 400 délégués! Ils y furent reçus par le Cabinet, déposèrent leur pétition aux multiples signatures, la commentèrent de vive voix. Cette démarche collective commence à porter ses fruits, si on en juge par les débats récents à la Chambre. Le Gouvernement a annoncé que le prix du blé serait élevé à 90 sous le boisseau et l'on sent qu'il n'oublie pas les points de vue si clairement et démocratiquement manifestés par les 185,000 citoyens de la Saskatchewan. C'est ce qui s'appelle « se mêler de ses affaires ».

A V E C U S A N S C O M M E N T A I R E S

DEUX AMIS DE PREMIÈRE HEURE

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE vient de perdre coup sur coup deux de ses meilleurs amis. Ils l'avaient encouragée dès ses débuts et ne cessèrent de lui témoigner la plus vive sympathie. Ils comptaient, au demeurant, l'un et l'autre, parmi les plus nobles figures du Canada français.

Mgr Louis-Adolphe Pâquet a reçu de la presse les éloges qu'il méritait. Il restera comme l'une des plus hautes personnalités que notre nationalité ait produites. Son savoir théologique lui valut une réputation internationale. Ses qualités de cœur égalaient ses qualités d'esprit. Que d'hommes, des plus humbles aux plus élevés, il a aidés, conseillés, dirigés. Collaborateur de l'École Sociale Populaire, où il publia plusieurs études, il nous faisait l'honneur d'écrire en 1936, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de cette institution: « L'École Sociale Populaire accomplit au milieu de nous une œuvre de doctrine et de salut public ». Tout

son article — développement de cette affirmation — demeure pour nous un témoignage infiniment précieux.

Le docteur Joseph Gauvreau fut encore plus mêlé à nos travaux. Alors que l'École Sociale Populaire était dirigée par un groupe de prêtres et de laïcs, il succéda dès 1912 à Mgr Perrier, qui en avait été le premier président. Il remplit sa tâche avec cette conscience professionnelle et cette ardeur apostolique qu'il mettait en tout. Peu de laïcs canadiens auront aussi bien servi l'Église et leur nationalité. Son tempérament d'apôtre et son beau talent de propagandiste le plaçaient au premier rang dans les œuvres. Que de plaidoyers il a faits — de sa parole vibrante — pour la tempérance, pour la langue française, pour les retraites fermées!

Sur ces deux tombes encore fraîches nous déposons l'hommage ému de notre admiration et de notre reconnaissance.

LITTÉRATURE POPULAIRE

AMERICA de New-York présente, dans sa livraison du 14 février, le résultat d'une enquête sur la valeur morale de quelques publications étatsuniennes à grand tirage. Le rapport du *United Catholic Organizations Press Relations Committee*, formé de catholiques laïcs, démontre qu'un paganisme généralement subtil, mais de plus en plus effronté, a envahi la littérature dite populaire et gagne de là l'esprit des millions de gens qui s'en nourrissent quotidiennement. Les catholiques canadiens feront bien de prendre note des constatations inquiètes de leurs frères américains et peut-être de réviser, à cette lumière, quelques-uns de leurs jugements.

Voici quelques échantillons (le tirage de la revue est indiqué entre parenthèses). *LADIES' HOME JOURNAL* (3,650,318). Les quatre livraisons de l'automne 1941 présentent un roman complet: *Marriage is a Private Affair*, où un médecin propose avec insistance l'avortement à une malade légèrement atteinte de tuberculose. *Plan for Parenthood*, un article « heavily on the clinical side », favorise la fécondation artificielle, tandis que *I Collect People* s'en prend à Lourdes et fait d'Alexis Carrel un crédule qui accepte « les miracles les plus improbables »!

READER'S DIGEST (plus de 4,000,000). Voulant présenter à ses lecteurs une *Philosophy for You in these Times*, ce digest n'a rien su trouver de mieux qu'un article par un païen notoire: Bertrand Russel. De même, *This Above All*, une nouvelle, met en doute le caractère rationnel de la foi. L'héroïne, après une aventure avec un soldat, confesse sa faute à son père qui n'y voit rien de mal et s'amuse de l'incident. « Et c'est cela qu'on appelle de la lecture convenable pour nos foyers américains », de commenter le rapporteur.

REDBOOK (1,297,396). Numéro d'octobre. *Have you a Religion* recommande à l'individu, que ne satisfait pas sa religion, de s'en créer une à son goût. L'existence

du mal et du démon y est répudiée. La revue a accordé une prime de \$100.00 à cette tirade contre les parents: « Vous nous avez donné la religion — la religion aveugle (*ostrich-minded*) et attardée à prêcher les dogmes du XVIII^e siècle. Comment pouvons-nous accepter à la fois Darwin et la religion? »

COSMOPOLITAN (1,547,198). Janvier et février. *New Evidence* présente un médecin qui approuve l'euthanasie. Dans *The Last Thing*, une jeune femme s'en remet pour son avenir aux mouvements d'une fourmi: si la bestiole tourne à gauche, elle abandonne son mari et suit son amant; dans le cas contraire, elle revient à son mari. Dans *Marion Alive*, l'héroïne, mère de trois grands garçons, se livre à un amant: « L'amour après tout consiste à mal agir, et, sachant que c'est mal, à continuer quand même. » *Sadly Beautiful* enseigne que l'amour légitime tout. *Lovely Couple* étale une sale intrigue de divorce. *Sister's Keeper* juge avec beaucoup d'indulgence certaines privautés pré-matrimoniales. *Forgiveness* exalte le sacrifice d'un père qui permet à sa fille de divorcer pour « refaire » sa vie avec un autre homme.

McCALL'S MAGAZINE (3,150,195). Au sujet de la nouvelle *Stay out of my life*, le Comité écrit: « Quelle pitié de penser que des jeunes vont se repaître de cette histoire scabreuse! »

GOOD HOUSEKEEPING (2,306,596). *Just a Boy and a Girl* approuve les libertés pré-matrimoniales d'un jeune couple et *The Golden Road* voit dans le divorce le seul moyen de sortir des embarras d'un mariage mal assorti.

Voilà seulement quelques articles, choisis dans quelques revues. Il n'en faut pas davantage pour nous renseigner sur la teneur morale et doctrinale de ces revues que l'on s'arrache par millions jusque de ce côté-ci de la frontière. Aussi n'est-ce pas étonnant que les catholiques américains sonnent l'alarme et que l'article d'AMERICA s'intitule: « Some pages in our magazines should be labeled POISON. »

VERS UN NOUVEAU RÉGIME ÉCONOMIQUE

UNE NOTE dans la dernière livraison de Relations constatait l'agonie actuelle de l'économie libérale classique dont nous avons vécu jusqu'ici. Un message récent du président Roosevelt au Congrès des États-Unis, où il se réfère aux conclusions du *National Resources Planning Board*, semble indiquer l'orientation du nouveau régime qui s'élabore. Une première constatation ne fait pas de doute: on répudie sans ambages le laisser-faire traditionnel, générateur de prospérités artificielles et de crises, de profits démesurés pour le petit nombre et d'appauvrissement progressif pour la masse. A la vieille conception des affaires, on veut en substituer une nouvelle: *Their problem was freedom and the production of wealth... ours is freedom and the distribution of abundance*. Le *Bill of Rights* américain établissait le caractère sacro-saint de la liberté et s'en tenait à cela. La nouvelle charte voit dans la liberté le droit au travail, le droit au juste salaire, le droit au repos et aux loisirs, le droit à la protection contre les duretés de la vie: le chômage, la maladie, etc. Voilà l'objectif du nouveau régime! « La défense nationale prouve une fois de plus qu'on peut atteindre à l'embauchage intégral et à la prospérité, quand on le veut. Nous possédons les hommes, les ressources, l'industrie et l'habileté. » Il suffit de vouloir. La finance peut répondre: « Impossible. » Mais on passe outre. Voici pourquoi: « The central problem is not money. It is man power, resources and organization. At last, we are beginning to see that finance was made for man and not man for finance. »

Propos révolutionnaires qui, dans les milieux de finance, font crier au totalitarisme. Le rapport s'efforce de rassurer un monde pétri de liberté, en déclarant que l'on veut respecter la liberté d'entreprise, d'association et d'action coopérative. Mais, dit-il, à l'heure de la démobilisation des troupes et des usines de guerre, des millions d'hommes réclameront d'être réintégrés dans la vie civile. Pour accomplir une tâche de cette envergure, un gouvernement ne pourra plus s'en remettre au libre jeu des forces économiques. Pour ramener le pays mobilisé à une économie de paix, il lui faudra dresser un vaste programme d'entreprises publiques: moderniser les voies de communications, assainir les zones urbaines de taudis, construire en grand nombre des habitations salubres et à bon marché, électrifier les campagnes, améliorer les services d'utilités publiques, développer la médecine préventive, l'hygiène publique et industrielle, etc. La réalisation d'un programme d'une telle ampleur ne pourra s'accomplir sans qu'il en coûte très cher! Qui en fera les frais? Le contribuable, bien entendu. Aussi longtemps que le revenu national augmentera, que les entreprises fonctionneront et assureront aux travailleurs leurs salaires, les contribuables préféreront acquitter l'intérêt des obligations d'État plutôt que de faire face au désastre matériel et moral du chômage.

Ce programme, évidemment inspiré par une conception très sociale de la vie, mérite d'être lu, relu et médité, surtout par nos gouvernants qui à la fin du conflit auront à résoudre un problème identique à celui des États-Unis. Il appartiendra aux catholiques d'insérer dans ces beaux plans de restauration nationale une « mystique » spirituelle et chrétienne malheureusement absente et d'en surveiller de près l'application, pour empêcher l'État de verser dans un socialisme destructeur tôt ou tard des valeurs humaines et chrétiennes.